



## Communiqué de presse du 27 avril 2016

### La circulaire de rentrée 2016 : quelle déception pour le SNMSU !

Dès la publication, en novembre 2015, de l'arrêté sur les visites médicales et de dépistage obligatoires, des circulaires de politique éducative sociale et de santé en faveur des élèves et des missions des personnels de santé, médecins et infirmières (ers), le SNMSU a dénoncé une politique de santé à l'école sans objectif, ni priorité qui ne répond pas aux besoins de santé des élèves et dont la mise en œuvre est très aléatoire sur les territoires (manque de médecins, travail en complémentarité avec les infirmières (ers) extrêmement complexe).

Début 2016, le SNMSU, force de proposition, a écrit à la DGESCO, l'interrogeant sur les réponses qu'elle allait apporter aux orientations de santé retenues à l'école. Notre courrier est resté sans réponse.

Dans le cadre de la modernisation de l'action publique, une **évaluation de la médecine scolaire** a été réalisée à la demande du Premier ministre. La remise du rapport, initialement prévue en février, n'est toujours pas rendue publique à ce jour, ce qui nous interroge et fait craindre que ses conclusions aient peu d'impact à la rentrée 2016.

Craintes confortées par **la circulaire de rentrée 2016** dans laquelle la politique de santé à l'école tient peu de place et est seulement évoquée sous deux angles : le parcours éducatif de santé que le SNMSU a toujours dénoncé (au profit d'un parcours de santé à l'école) et... la question des sanitaires !

Madame la Ministre, la loi du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la Refondation de l'école de la République a inscrit la promotion de la santé en faveur des élèves comme mission de l'école. On est bien loin des 7 axes de cette mission !

Le SNMSU-UNSA Éducation souhaite de nouveau attirer votre attention sur la situation : le bilan des actions de la médecine scolaire est alarmant. Notre propos ne se limite pas à sauver une profession. L'enjeu est de répondre aux besoins prioritaires de santé des élèves et de maintenir une médecine scolaire de proximité riche en expertise, un savoir faire en pédiatrie et en santé publique. La médecine scolaire est une idée républicaine ; son abandon actuel et sa disparition programmée sera-t-elle le fait d'un gouvernement socialiste qui a fait pourtant une priorité de lutter contre les inégalités sociales de santé ?